

LOUH À PROPOS DU TRAITEMENT POUR CANCÉREUX : «Où, la Cnas remboursera les médicaments»

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale remet les pendules à l'heure. Tayeb Louh rappelle que la prise en charge des malades atteints du cancer relevait du rôle de l'Etat. Une mise au point qui intervient après la réaction des syndicats du secteur qui craignent que le remboursement des médicaments contre le cancer ne porte atteinte aux équilibres de la Cnas.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Nulle intention de revenir sur les décisions du récent conseil interministériel qui avait entériné la décision de la vente des formes sèches des médicaments anticancéreux en pharmacie et leur remboursement par la Caisse nationale de sécurité sociale.

Tayeb Louh a rappelé que la prise en charge des malades était non seulement du ressort de l'Etat mais qu'elle constituait un principe consacré par la loi. Au moment où les malades saluaient cette décision, la contestation est venue des syndicats du secteur de la Sécurité sociale.

La Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale a, dans un communiqué, estimé

que la mesure était non seulement inégalitaire puisque seuls les assurés sociaux disposant des moyens financiers pourront les acquérir en officines mais qu'en plus, cette mesure pourrait menacer les équilibres financiers de la Cnas.

«Les organismes de Sécurité sociale ont versé en 2012 aux établissements publics de santé un forfait hôpitaux de plus de 48 milliards de dinars», rappelle la Fédération nationale des travailleurs de la Sécurité sociale qui appelle à un débat national afin d'élaborer un plan national estimant que «le remboursement des médicaments anticancéreux à usage hospitalier ne peut, en aucun cas, constituer la solution



Louh face à la contestation des syndicats.

aux défaillances constatées dans la prise en charge des malades atteints de pathologies cancé-

reuses». Ses propos n'ont pas été du goût de l'association El Amel d'aide aux cancéreux qui

s'est dite «étonnée» de cette réaction.

Pour l'association El-Amel, une question se pose, à savoir «qui sont ces cancéreux transférés à l'étranger aux frais de la Cnas, et ce, au moment où les derniers traitements et les dernières technologies sont disponibles dans notre pays?».

Ces transferts ont coûté 765 millions de dinars, ce qui fera dire à l'association que c'est «cette somme qui devrait inquiéter ces syndicats au lieu d'évoquer les 450 milliards dépensés pour l'amélioration de la prise en charge des cancéreux.

On aurait bien aimé que ces syndicats s'insurgent plutôt contre le fait que trois quarts des patients nécessitant un traitement par radiothérapie ne trouvent toujours pas de centre spécialisé».

La mise au point de Tayeb Louh est certainement de nature à rassurer les malades et les associations qui les défendent.

N. I.

COLLOQUE NATIONAL SUR «LA RELÈVE FÉMININE ET LA REVENDICATION ÉGALITAIRE»

Les inégalités persistent

L'Algérienne continue à lutter contre les inégalités entre la femme et l'homme. Selon des sociologues, un long combat s'impose et les mentalités dans la société doivent évoluer. Selon la présidente du Comité des femmes au Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), Yamina Maghraoui, les «ségrégations» entre la femme et l'homme dans la société sont le fruit du système éducatif national. Elle tient l'école comme responsable du «formatage» de l'enfant et du «clivage» entre le garçon et la fille. «Cette division commence dès l'école primaire et se poursuit jusqu'au lycée», a-t-elle souligné, hier, à Alger, avant d'appeler à la révision du système éducatif actuel.

Prenant part à une rencontre sur «la relève féminine et la revendication égalitaire», organisée par l'Association femmes en communication, la syndicaliste estime que ce ne sont pas les 143 députés femmes qui vont changer la réalité de la femme en Algérie et apporter des solutions à ses problèmes socioprofessionnels. «Ces femmes députées portent préjudice à la femme algérienne. Elles ne sont pas conscientes de l'enjeu et ignorent quels mécanismes mettre en place pour un meilleur fondement de la société, quel système éducatif et quel système de santé adopter», a-t-elle affirmé. De son côté, Mme Zoulikha Bekaddour, moudjahida et ancienne conservatrice en chef de la Bibliothèque universitaire d'Alger, déplore que la femme algérienne soit encore traitée comme une mineure. Pourtant, précise-t-elle, «la Constitution considère la femme et l'homme comme des égaux».

Elle s'élève ainsi contre le fait que le témoignage d'une femme soit considéré comme «la moitié d'un témoignage». «Nous les femmes, avons pourtant rejoint le maquis et combattu comme les hommes sans aucune différence», a-t-elle dit. Dans son intervention, Dalila Lamarène-Djerbal, sociologue et membre du Réseau Wassila, a évoqué la question de la citoyenneté et le statut de la femme déterminé par l'Etat. Elle a aussi soulevé le problème du harcèlement sexuel qui, selon elle, outre le lieu du travail, touche énormément le milieu universitaire. Autre sujet abordé, la sexualité. «Nous ne parlons jamais de la sexualité qui demeure toujours un sujet grand tabou à lever», dit-elle.

Rym Nasri

À L'INITIATIVE DU GROUPE SAIDAL Dépistage gratuit du diabète

Un diagnostic précoce du diabète facilite sa prise en charge, soulignent les spécialistes. Cet appel a été réitéré hier, lors d'une journée d'information et de dépistage organisée en perspective de la célébration de la Journée mondiale du diabète, le 14 novembre prochain.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le grand public, en particulier les personnes diabétiques, a été convié hier à une journée de dépistage gratuit organisée à la forêt de Bouchaoui, Alger.

A l'initiative du groupe pharmaceutique Saidal en partenariat avec les équipes médicales des services diabétologie et d'ophtalmologie du CHU Mustapha-Pacha, des conseils nutritionnels et d'hygiène ainsi que des informations sur la reconnaissance des symptômes et les facteurs de risques ont été prodigués aux présents.

L'objectif de cette démarche, souligne M. Naili du groupe Saidal, est «d'informer le grand public sur cette maladie mais aussi lui dire que le diabète n'est pas une fatalité puisque avec une prise en charge correcte, le malade peut vivre en toute autonomie».

Manger équilibré, éviter le tabac et pratiquer une activité sportive sont, selon les spécialistes, des pratiques à suivre pour prévenir la maladie et éviter les complications.

On distingue plusieurs facteurs de risques de diabète : l'obésité, une mauvaise alimentation, l'inactivité physique, le vieillissement, les antécédents familiaux et une mauvaise alimentation durant la grossesse affectant le fœtus.

Le diabète est certes une maladie silencieuse, sans signes, mais



Le diabète n'est pas une fatalité.

avoir un besoin fréquent d'aller uriner, une soif inhabituelle, une fatigue générale, une perte de poids ou amaigrissement, une infection récidivante urinaire ou cutanée sont toutefois des signes qui doivent alerter pour consulter son médecin.

En Algérie, le diabète représente la 4^e cause de mortalité. Classé comme pandémie mondiale, le diabète touche plus de 300 millions de personnes dans le monde.

Ce chiffre devra augmenter jusqu'à 500 millions en moins de 20 ans, «si aucune mesure n'est prise pour endiguer les causes de la maladie».

L'incidence du diabète est selon l'OMS de l'ordre de 12% parmi la population du Maghreb. Les chiffres sur la prévalence du diabète en Algérie sont approximatifs : il y aurait entre 2,5 millions à 3,5 millions de personnes souffrant de

cette maladie. La Journée mondiale du diabète est célébrée le 14 novembre.

Le thème retenu pour cette année par l'OMS est «diabète, protégeons notre futur».

S. A.

Définition du diabète

Le diabète est une maladie chronique qui survient lorsque le corps ne parvient plus à produire suffisamment d'insuline ou à utiliser celle-ci de manière efficace.

L'insuline est une hormone produite par le pancréas qui permet aux aliments de pénétrer dans les cellules de l'organisme où ils sont transformés pour fournir l'énergie requise pour les muscles et les tissus pour fonctionner.